



LA NECESSITE D'UN NOUVEAU PROJET POUR L'EUROPE :	2
I L'EUROPE DOIT S'INSCRIRE DANS UN ENVIRONNEMENT MONDIALISE:	4
A L'affrontement de trois grandes plaques géoéconomiques.....	4
1 La plaque nord-américaine :	4
2 La plaque asiatique :	5
3 La plaque européenne :	5
B Prévenir les risques inhérents à une économie mondiale incontrôlée :	5
1 Les dangers sur le plan économique :	5
2 Les dangers sur le plan politique :	6
3 Les dangers sur le plan humain :	6
4 Les dangers sur le plan environnemental :	7
II L'EUROPE DOIT INCARNER LES VALEURS HUMANISTES:	8
A Une mutation profonde : substituer l'éthique à l'idéologie :	8
1 Réguler l'économie mondiale.....	8
2 Etre un facteur de paix.....	9
3 Les pistes de développement de l'éthique.....	9
a. Sur le plan économique.....	10
b. Sur le plan social.....	10
c. Sur le plan de l'environnement :	10
4 Faire connaître et reconnaître l'éthique.....	10
a. Encourager la convergence des critères éthiques.....	10
b. Adapter les critères éthiques aux pays en voie de développement.....	11
c. Réfléchir à la création d'un label éthique.....	11
B La participation des citoyens comme moteur du changement :	11
1 L'importance de l'action citoyenne.....	11
2 Les différents niveaux d'action du citoyen.....	12
a. Le client.....	12
b. Le dirigeant.....	12
c. L'actionnaire.....	12
d. Le rôle citoyen des syndicats.....	13
III L'EUROPE DOIT ETRE UNE PUISSANCE POLITIQUE :	14
A Le projet doit être porté par une Europe unie :	14
B La Défense doit être proportionnelle à l'ambition du projet :	14
1 Des menaces insidieuses.....	14
2 Une Défense autonome.....	15
C Le projet doit s'appuyer sur une dynamique à la fois économique et sociale.....	15
D Les valeurs fondatrices du projet doivent être entretenues et diffusées :	16
1 L'importance de l'enseignement.....	17
a. La formation de citoyens.....	17
1) De l'apprentissage à la réflexion.....	17
2) Un enseignement moral et civique.....	17
b. L'insertion dans la Nation.....	18
2 Le projet doit être exporté :	18
Conclusion.....	20

## LA NECESSITE D'UN NOUVEAU PROJET POUR L'EUROPE :

### *Une Europe continuellement à la pointe des idées...*

Pour savoir où l'on va, il faut commencer par savoir d'où l'on vient. C'est en comprenant les racines de l'Europe que l'on pourra tracer son avenir.

Les fondations de l'Europe sont essentiellement gréco-latines ; c'est ce qui explique que l'Europe corresponde à une même civilisation, avec des valeurs communes, malgré des cultures propres à chaque pays. Pour bâtir un édifice aussi ambitieux que l'Europe, de manière stable et durable, il est indispensable de prendre en compte ces valeurs fortement imprégnées d'humanisme.

Ce terreau, fertile aux valeurs humaines, s'est également avéré être le berceau de la modernité, laquelle est effectivement née de racines italiennes puis françaises. L'Europe a donc connu une dynamique exceptionnelle jusqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, dynamique qui s'illustrait par le fait qu'elle faisait bénéficier de son rayonnement l'ensemble de la planète.

Très vite, l'Europe, en tant qu'institution politique, n'a plus été perçue que comme un facteur de paix. Les plus brillants esprits qui imaginaient l'Europe alors voyaient en elle la capacité de bâtir une « fraternité européenne », « où les boulets seront remplacés par les votes »<sup>1</sup>. Après la seconde guerre mondiale, cet objectif visant à faire de l'Europe un facteur de paix, sera à l'origine de la naissance de ce qui deviendra l'Union Européenne. En 1948, Jean Monnet écrit « Je crois que seule la création d'une fédération de l'Ouest, comprenant l'Angleterre, nous permettra...d'empêcher la guerre ».

Les Britanniques n'étant pas sensibles à cette logique de pensée, c'est vers l'Allemagne que Jean Monnet se tournera et il proposera en 1950 de placer les productions française et allemande de charbon et d'acier (piliers de la reconstruction) sous une autorité commune qui deviendra en 1951, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.).

### *Aujourd'hui, une impasse de vision...*

Il convient de remarquer que l'Europe, ayant comme objectif d'éviter la guerre, était imaginée de manière antagoniste aux souverainetés nationales. Ainsi Jean Monnet, dès 1950, dans son projet de C.E.C.A., écrivait

*« Cette proposition a une portée politique essentielle : ouvrir dans le rempart des souverainetés nationales une brèche suffisamment profonde pour entraîner les Etats vers la paix ».*

Si en 1950, au sortir de la seconde guerre mondiale, cet objectif était fort et ambitieux, il n'est plus pertinent à l'heure actuelle. Si aujourd'hui l'idée européenne a tant de mal à prendre corps notamment auprès des jeunes populations, c'est justement que ces raisons historiques d'existence n'ont plus de sens et d'écho : la paix est désormais installée et le continent européen assagi. C'est donc un nouveau projet de civilisation, une nouvelle vision qu'il faut à l'Europe pour qu'elle puisse jouer le rôle qui doit être le sien au niveau mondial. Et c'est sans doute parce qu'ils ne perçoivent plus la nécessité -ou l'importance- de l'Europe que les peuples européens y sont parfois si peu sensibles.

Après le développement à outrance des conquêtes territoriales puis économiques, il revient à l'Europe d'orienter la communauté internationale vers un mode de développement durable, plus respectueux des personnes et de l'environnement. En d'autres termes, il faut réconcilier l'efficacité et la morale, et prendre en compte à la fois le non-matériel et le chaos inhérent à tout système vivant, pour sortir d'un modèle purement rationnel, rivé sur le court terme, qui montre ses limites.

Pour l'Europe, il s'agit de réussir une nouvelle Renaissance, en faisant émerger un nouveau modèle de civilisation, mixant éthique et performances.

Il ne s'agit pas ici pour nous de chercher à déterminer la forme que devront prendre les institutions européennes, ni les relations et les rapports de force qu'elles devront entretenir entre elles. Il s'agit plutôt de définir les priorités que devra se donner l'Europe, les valeurs qui devront l'inspirer, en d'autres termes, il s'agit ici d'esquisser un projet européen.

---

<sup>1</sup>Victor Hugo – Congrès de la Paix – Paris 21 août 1848

Nous en donnons quelques pistes de réflexions, en démontrant que :

1/ Ce nouveau projet doit tenir compte de la mondialisation et de ses spécificités (partie 1)

2/ Il doit incarner des valeurs humanistes basées sur l'éthique (partie 2)

3/ Il ne pourra exister que si l'Europe se construit comme une véritable force politique, capable d'incarner, de faire vivre et de diffuser cette nouvelle vision (partie 3).

## I L'EUROPE DOIT S'INSCRIRE DANS UN ENVIRONNEMENT MONDIALISE:

L'Europe dispose encore d'une certaine prééminence, y compris face aux Etats-Unis d'Amérique, mais elle lui est âprement disputée par de grands pays émergents (Chine, Inde...), tandis que son poids démographique, économique et son rayonnement intellectuel et culturel s'estompent insensiblement. Le monde est devenu, non pas un « village », mais bel et bien un « supermarché » universel, dans lequel la compétition se fait rarement selon les règles que nos nations vieillissantes se sont données. De simples pays, fussent-ils parmi les premiers, ne sont plus à même de peser réellement sur le cours des choses à moins de constituer, pour défendre leurs positions, un ensemble aussi puissant et performant que lucide et responsable. L'Europe a un rôle à jouer dans la direction que prendra le monde dans les décennies qui vont venir, pour peu qu'elle parvienne à développer la vision qui est la sienne.

### A L'affrontement de trois grandes plaques géoéconomiques

Il est possible de schématiser le monde géoéconomique en grandes plaques. Trois d'entre elles sont véritablement aptes à jouer un rôle de premier plan : la plaque Nord-américaine, la plaque asiatique, et la plaque européenne. Pour l'heure, la plaque arabo-musulmane est incapable de se défaire d'une organisation politico-religieuse mal adaptée et, la plaque sud-américaine, très endettée, ne dispose souvent pas d'une structure économique efficace. Quant à la plaque africaine, déchirée par les guerres et écartelée par le tribalisme, elle n'est pas encore dans un état d'esprit propice pour jouer un rôle au niveau mondial.

#### 1 La plaque nord-américaine :

Il y a chez elle adéquation entre le *système fonctionnel*<sup>2</sup> de l'organisation et le *système culturel*, tous les deux centrés sur l'efficacité et la réussite. Le système fonctionnel est récent et importé d'Europe ; en revanche, si la culture est elle aussi récente, elle est spécifique : la culture américaine correspond au fonctionnement des grandes entreprises car la clé de la construction de la nation n'a pas été la guerre mais l'économie.

Toutefois, ce système est en crise : l'essence culturelle originellement européenne s'était révélée inadaptée au système américain ; les Etats-Unis se sont donc construits une culture *hollywoodienne* pour la substituer à la culture européenne, ce qui, dans un premier temps, leur a permis de connaître un développement économique exceptionnel. Cependant, cette absence de véritables racines empêche d'appréhender la complexité du monde (en particulier depuis l'avènement d'un « village mondial »), et la machine s'essouffle, le sentiment de vide atteignant un niveau d'autant plus important que l'alternative idéologique de l'URSS disparaît. C'est pour compenser ce manque que les USA se crispent actuellement sur un nouvel essentialisme religieux (d'ailleurs construit en opposition à la morale hollywoodienne).

A l'heure actuelle, si la plaque américaine a connu une période de croissance remarquable grâce à l'adéquation entre son système fonctionnel et son système culturel, l'absence de véritables racines et une vision du monde à la fois égocentrique et utilitariste ne semblent pas placer les USA en position idéale pour bâtir un nouveau système économique capable d'intégrer le long terme.

*« Le rêve américain ... a été solide jusque dans les années 60. Malheureusement, il s'écroule aujourd'hui. L'ascension sociale, qui était au cœur du rêve américain, ne fonctionne plus : les Etats-Unis sont au 24<sup>ème</sup> rang des pays industrialisés en terme d'inégalités entre les riches et les pauvres ! »*<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> C'est-à-dire ses modes d'organisation, ses techniques de gestion, ses méthodes de management.

<sup>3</sup> Jeremy Rifkin : économiste américain, président de la Foundation on Economic Trends, Le Figaro Magazine – 23 avril 2005

## 2 La plaque asiatique :

La plaque asiatique – terme par lequel nous entendons essentiellement le Japon et la Chine - peut être vue comme un modèle hybride en cela que la fonctionnalité de l'entreprise a été importée, dès la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle au Japon, plus tard en Chine ; or, la sphère de valeurs asiatique ne correspond pas à ce système fonctionnel. On constate dans les faits que l'Asie a donc été dans l'obligation d'élaborer un système de compatibilité, une sorte d'interface, qui permette de compenser ce déséquilibre. Là aussi, la priorité a été donnée à l'efficacité et non pas à l'apprentissage de la gestion de la complexité et on voit mal l'Asie (en particulier avec l'objectif de rattrapage économique que s'est imposée la Chine) comme bâtisseur d'un avenir prenant en compte non seulement la performance mais aussi le bien-être de l'Homme.

## 3 La plaque européenne :

Elle est plus complexe et peut être perçue comme semi hybride ou semi-isomorphe. Les racines sont anciennes puisqu'elles viennent de l'antiquité grecque, ce qui peut entraîner une adaptation plus lente au temps réel, une sorte d'inertie inhérente à une meilleure prise en compte des valeurs humaines. Ce n'est pas le hasard si les préoccupations sociales sont nées en Europe. Mais, en même temps, la fonctionnalité est née en Europe, le capitalisme est son produit.

L'Europe est donc confrontée à la complexité : sa culture ancienne, profondément humaniste, a influencé son fonctionnalisme. Des fondations solides et uniques existent donc sur notre continent pour mettre au point une société équilibrée ayant la capacité d'adaptation aux évolutions constantes.

En d'autres termes, des trois plaques géo-économiques destinées à jouer un rôle au niveau mondial, seule l'Europe est actuellement à même de promouvoir un nouveau mode d'appréhension de l'économie.

L'un des moyens pour faciliter la gestion de la complexité est de se doter d'une vision. Si l'Europe sait se doter d'une vision, elle dispose des atouts indispensables pour influencer le XXI<sup>ème</sup> siècle. Et il n'y va pas seulement de l'intérêt de l'Europe, mais de l'avenir de notre planète.

*« Le rêve européen fait passer ... la qualité de vie avant l'accumulation de richesses matérielles. Il se concentre sur le développement durable et la biodiversité... L'épanouissement personnel est au coeur du rêve européen naissant.... Les droits universels de l'homme et les droits de la nature font également partie de ce rêve européen... ».*<sup>4</sup>

## **B Prévenir les risques inhérents à une économie mondiale incontrôlée :**

Une économie mondialisée est un système extrêmement complexe que l'on maîtrise peu à l'heure actuelle. Pourtant, une économie mondiale laissée sans contrôle présente quatre types de dangers.

### 1 Les dangers sur le plan économique :

La situation économique internationale présente une grande fragilité. Le capitalisme actuel est caractérisé par le libre échange et de manière plus spécifique par la libre circulation des capitaux au niveau mondial.

On peut se représenter le système financier mondial avec un centre, essentiellement constitué par les pays riches, et une périphérie plus ou moins proche comprenant les autres pays. Pour se développer, ce système financier a besoin d'un transfert permanent de capitaux à la périphérie. Les moyens essentiels d'acheminement de ces capitaux sont constitués par les prêts extérieurs, ou par les investissements des entreprises multinationales. Le système financier mondial a tout intérêt à multiplier le nombre de pays où il est possible d'investir, de consentir des prêts ou d'implanter des entreprises multinationales.

---

<sup>4</sup> Jeremy Rifkin : Le Figaro Magazine – 23 avril 2005

La fragilité de ce système se manifeste à deux niveaux :

Au niveau périphérique, il suffit qu'un pays montre des signes de faiblesse ou qu'il suscite l'inquiétude pour que les pays voisins soient victimes, eux aussi, de manière quasi réflexe, de la fuite des capitaux. Cela est néfaste pour la périphérie et peut même s'avérer fatal pour l'économie de pays émergents. Ainsi, certains pays de la périphérie vont se retrouver exclus du système simplement parce que des pays du même secteur géographique suscitent des inquiétudes.

En outre, des apports insuffisants à la périphérie empêchent les pays de cette zone d'accéder à une culture économique et à un développement, ce qui les conduit à puiser toujours davantage dans leurs richesses naturelles.

Au niveau central, l'excès brutal de capitaux, lié à l'onde de propagation de la crainte en périphérie, va très vite être à l'origine d'une « surchauffe » allant jusqu'à justifier le relèvement des taux d'escompte. Crainte d'autant plus facile à propager qu'il n'existe pas à la périphérie une véritable culture économique. Et si la détresse de la périphérie continue à s'intensifier, elle devient très vite dangereuse pour le centre, lequel sera tenté de ralentir ses importations pourtant nécessaires pour alimenter le flux inverse des capitaux.

La crise du système financier mondial serait alors accompagnée d'une crise du libre échange.

James Tobin (économiste américain, libéral modéré issu du keynésianisme) avait parfaitement conscience de la nécessité d'amortir l'amplitude des mouvements de capitaux et avait songé à instituer une taxe censée limiter leurs fluctuations trop brutales<sup>5</sup>.

George Soros pense lui aussi qu'il est indispensable de « *maintenir la stabilité des marchés financiers* » et y voit « *un objectif de politique publique* »<sup>6</sup>.

## 2 Les dangers sur le plan politique :

La mondialisation de l'économie laisse aux politiques de chaque pays bien peu de leviers pour pallier les conséquences qu'elle entraîne pour leurs concitoyens, favorisant l'hostilité à la fois envers la mondialisation et envers une classe politique jugée inapte. De nombreux responsables, à l'image de l'économiste américain Paul Krugman<sup>7</sup> s'accordent à reconnaître qu'il y a là un risque important de « *political backlash* », c'est à dire de « *rejet des politiques par les citoyens* » et cela d'autant plus que, dans de nombreux pays, la fracture entre les citoyens et leurs représentants est déjà bien installée.

Or, l'Histoire nous apprend que lorsque les citoyens n'acceptent plus l'impuissance des politiques à agir sur l'économie de leur pays, ils sont tentés par les thèses de leaders extrémistes qui peuvent finir, en utilisant cet argument, par faire accepter le rejet des démocrates. Responsabiliser l'économie permettrait de mettre ce risque à distance.

## 3 Les dangers sur le plan humain :

L'écart entre les plus aisés et les plus démunis serait de plus en plus important, entraînant de ce fait un double risque. D'une part, celui de voir certains peuples continuer à souffrir et à baigner dans la misère, au risque même de disparaître, et d'autre part, celui d'en pousser d'autres à un tel niveau de haine qu'ils seraient encore plus enclins à se fourvoyer dans le terrorisme ou la barbarie.

James Gustave Speth, le directeur du Programme des Nations Unies pour le Développement, explicitait parfaitement ce risque lorsqu'il écrivait :

« *Si la tendance actuelle se poursuit, les disparités économiques entre les nations industrielles et les nations en voie de développement iront de l'injuste à l'inhumain* »<sup>8</sup>

---

<sup>5</sup> Il convient ici de signaler que ce dernier n'avait aucunement envisagé que le fruit de cette taxe aille aux pays en voie de développement.

<sup>6</sup> Intervention de Georges Soros devant la Commission bancaire et des services financiers de la Chambre des représentants à Washington, le 15 septembre 1998.

<sup>7</sup> Professeur d'économie à Princeton, éditorialiste au New-York Times.

<sup>8</sup> James Gustave Speth : Rapport sur le développement humain de 1996.

#### 4 Les dangers sur le plan environnemental :

Au plan de l'équilibre écologique ou de la consommation des énergies fossiles, notre système vit aujourd'hui bien au delà de ses moyens, avec des risques dont on parvient difficilement à concevoir l'ampleur, mais qui se dessinent inexorablement (on pense en particulier au réchauffement de l'atmosphère). Il devient de plus en plus urgent de mettre en place un mode de développement qui intègre le long terme. Ne pas faire payer aux générations futures les erreurs d'aujourd'hui est une évidence qui peine encore à s'imposer ; quelques chiffres illustrent pourtant d'eux même la nécessité d'une éthique de l'environnement :

- ✓ En trente ans, la planète a perdu 1/3 de ses richesses naturelles ;
- ✓ La planète perd chaque année 25 milliards de tonnes de terres arables ;
- ✓ Les hydrocarbures que nous avons consommés à ce jour ne pourront être renouvelés qu'au bout d'un milliard d'années;
- ✓ Chaque jour, nous consommons l'énergie que la planète a mis plus de vingt cinq ans à produire ;
- ✓ Vingt mille à cent mille espèces disparaissent chaque année ;
- ✓ 90% des eaux usées déversées dans la Méditerranée ne sont pas traitées ;
- ✓ La concentration de gaz carbonique dans la haute atmosphère vient d'augmenter en deux cents ans autant qu'au cours des vingt mille années antérieures...

On pourrait multiplier les exemples ; tout le monde est conscient désormais de l'importance de limiter l'impact sur notre environnement si l'on veut voir l'Humanité survivre. Pourtant, les efforts réalisés en ce sens restent particulièrement limités.

## II L'EUROPE DOIT INCARNER LES VALEURS HUMANISTES:

L'objectif de l'Europe doit être clair, accessible à tous et surtout s'ancrer dans les valeurs humanistes. C'est la garantie qu'il corresponde le mieux à ce qu'attend une majorité de citoyens ; c'est la certitude qu'il soit en adéquation avec les besoins de notre monde : aider à assurer le bien-être de l'Homme. Après le règne de la physique et de ses règles bien définies, il faut considérer le règne du vivant avec toute la complexité qui y est liée.

### A Une mutation profonde : substituer l'éthique à l'idéologie :

On a longtemps cru que le monde obéissait à des règles physiques, que l'économie était une science exacte, que la gestion de l'entreprise obéissait à des lois et on se rend de plus en plus compte qu'il n'en est rien. L'économie comprend aussi une composante psychologique : si les citoyens sont inquiets, ils ne consomment plus et cassent la part interne de la croissance ; si des capitaux fuient d'un pays d'une zone considérée comme fragile, ils fuiront aussi, pratiquement sans raison, des pays voisins. De la même manière, on se rend compte que le management ne suffit plus à la réussite de l'entreprise, que celle-ci doit disposer d'une vision culturelle parallèle à sa vision stratégique. On admet de plus en plus volontiers, qu'aux cotés des valeurs classiques (la valeur client - ce qui va être acheté – et la valeur actionnaire - c'est la rentabilité -), il y a la valeur culturelle qui n'est pas mise sur le marché, qui est, en quelque sorte, la contribution que l'entreprise apporte à son environnement. Il est facile de faire l'impasse sur le volet culturel lorsque l'on ne voit que le profit à court terme, mais si on veut exister durablement, c'est-à-dire survivre sur des cycles longs, la compétitivité ne suffit pas, il faut vivre en harmonie avec son milieu.

Les idéologies sont de moins en moins ancrées et on perçoit de mieux en mieux leurs limites, il suffit pour s'en convaincre de constater avec quelle aisance l'Est est passé d'une idéologie marxiste à une idéologie libérale. C'est le résultat de décennies de déceptions récurrentes : les idéologies, figées dans leurs convictions, sont incapables d'embrasser l'infinie diversité des situations et surtout de prendre en compte la complexité, le *chaos*, inhérent à tout système vivant.

L'idéologie dominante à l'heure actuelle est un libéralisme pur, dont certaines conséquences illustrent ses limites. A l'opposé, monte une idéologie néo-marxiste dont on sait à quel point elle est néfaste, mais dans laquelle les exclus du système croient pouvoir trouver une ouverture. Entre ces deux voies, il est nécessaire de promouvoir une nouvelle approche, appréhendant la complexité du monde, porteuse de valeurs mais non d'idéologie. En d'autres termes, l'idéologie appartient au règne de la physique et l'éthique est caractéristique de l'ère nouvelle du vivant. Et c'est à l'Europe qu'il revient d'ouvrir la voie à un changement radical, substituant l'éthique à l'idéologie.

#### 1 Réguler l'économie mondiale

Cette éthique que nous appelons de nos vœux, porteuse de responsabilité, économique, sociale et environnementale, peut être vecteur de croissance, comme le prouvent des entreprises qui l'ont déjà mise en oeuvre.

Il est d'ailleurs logique d'introduire dans le système économique mondial un facteur de stabilité qui soit d'origine éthique, simplement parce que les moyens émanant directement des Etats vont être de plus en plus insuffisants. Ainsi, dans un passé récent, on a pu constater que lors des différentes crises locales (celle de la Russie ou celle de l'Argentine), les moyens mis en oeuvre par les gouvernements du G7 sont apparus relativement inappropriés et ont été à l'origine d'une grave perte de contrôle. Les souffrances en périphérie ont parfois été si intenses que certains pays ont été exclus du système capitaliste mondial alors que d'autres s'en sont exclus, sans que personne ne soit parvenu à l'éviter.

Certains financiers de renom (parmi lesquels George Soros) estiment que la stabilité financière mondiale repose sur une implication plus importante des pouvoirs publics, et sur une augmentation du

capital du Fond Monétaire International (F.M.I.). Toutefois, l'augmentation du volume des capitaux circulant est telle que les besoins nécessaires en cas de crise financière en périphérie vont croître de manière exponentielle, et devenir de plus en plus lourds pour le F.M.I. au point d'apparaître insupportables aux pouvoirs publics. En outre, comme le souligne George Schultz, (ancien ministre des Affaires étrangères du Président Ronald Reagan), l'augmentation du capital du F.M.I. risque de diminuer la responsabilisation des banques et autres prêteurs privés qui sauront pouvoir compter sur l'intervention du F.M.I. si jamais un pays connaît des difficultés. Effectivement, l'absence de contrôle politique des flux financiers peut nous amener à une crise mondiale avec des Etats en banqueroute, crise qui pourrait entraîner un effet domino du fait de l'interdépendance des économies. Le F.M.I. n'a plus les moyens aujourd'hui d'être prêteur en dernier ressort (comme une banque centrale nationale) du fait des flux financiers en jeu sans parler de l'effet démobilisateur auprès des créanciers.

Ainsi, s'il est certain que l'intervention des pouvoirs publics et des structures internationales (telles le F.M.I.), en évitant à certains pays de s'exclure du système capitaliste et en permettant à d'autres d'y entrer, constituent un facteur efficace de stabilité autant que de développement, il n'en est pas moins indispensable de l'optimiser en y associant d'autres facteurs de stabilité, notamment ceux inhérents à des engagements éthiques.

## 2 Etre un facteur de paix.

Une récente étude réalisée par la Banque Mondiale établit les liens entre les conflits et l'échec du développement. Par ses vertus, l'éthique permettrait non seulement l'extension de ce développement, mais il aurait aussi des conséquences psychologiques : en créant des liens transnationaux de solidarité et de fierté entre tous ceux qui s'engagent dans une telle démarche, l'éthique permettrait de déboucher sur une meilleure communion entre les citoyens de différents pays, et à terme, renforcerait la considération mutuelle entre les peuples. En outre, cette considération réciproque est un rempart à l'utilisation par des dirigeants peu scrupuleux d'un ressentiment à l'égard de minorités ou d'autres pays. En ce sens, l'éthique, parce qu'elle trouve sa force dans la mobilisation de ce qu'il y a de meilleur en l'Homme, apparaît bien en mesure de réduire les déséquilibres, les tensions, et donc de promouvoir la paix dans le monde.

L'éthique serait, en quelque sorte, à travers la considération mutuelle, porteuse d'un nouveau « vouloir vivre ensemble ». Ainsi :

« Il nous faut créer un monde durable : pour que je gagne, il faut que tu gagnes aussi, c'est un jeu à somme non nulle que nous devons jouer. »<sup>9</sup>

## 2 L'éthique comme démarche

Le recours, par l'entreprise, à un comportement responsable sur le plan social et environnemental est source de participation, d'engagement et donc de cohésion sociale, chacun étant co-responsable de l'activité économique. Cette nouvelle compréhension mutuelle favorise la transparence, le partage de l'information et donc la performance ; il est apparu en effet qu'une entreprise est d'autant plus performante qu'elle s'appuie de manière synergique sur quatre piliers que sont : les clients, les actionnaires, les employés et la Société. C'est cette synergie qui explique que les entreprises éthiques sont souvent plus efficaces que les autres, c'est d'ailleurs ce qui justifie l'intérêt de certains investisseurs pour ce type d'entreprises.

L'éthique cependant, n'est pas une idéologie à proprement parler, avec des règles à respecter aveuglément ; il s'agit plus de critères qu'il convient de mettre en place, en fonction des capacités des entreprises de chaque pays, dans trois types de domaines.

## 3 Les pistes de développement de l'éthique

---

<sup>9</sup> Bill Clinton, ancien président des USA. (CNIT - La Défense - 14 novembre 2001).

Il y aurait beaucoup à dire sur les pistes de développement que l'éthique peut suivre, en particulier parce que certains se sont déjà lancés dans l'aventure. Il ne s'agit pas ici d'en faire une compilation, attendu que cette démarche n'a d'autres limites que l'imagination et la viabilité économique. En revanche, il s'agit de montrer quelques directions que l'éthique peut emprunter dans trois domaines bien délimités.

#### *a. Sur le plan économique*

Les récentes turbulences des marchés, inhérentes à une absence de transparence financière de quelques grands groupes, apparaissent comme le signal des limites de l'entreprise lorsqu'elles estiment avoir pour unique responsabilité de faire du profit. Il apparaît aujourd'hui indispensable d'inclure la transparence financière dans la responsabilité économique. Ce qui amène à repenser à la fois le rôle et l'organisation des conseils d'administration et des Assemblées Générales, le mode de rémunération des dirigeants et même le mode de conception des comptes et bilans.

#### *b. Sur le plan social*

La réussite et la pérennité des entreprises reposent en grande partie sur l'engagement et la motivation de leurs salariés. Une démarche éthique doit donc mettre l'accent sur une meilleure relation des salariés à leur entreprise, afin de favoriser une synergie de toutes les volontés. Cela passe par la participation des salariés à l'organisation du travail et aux bénéfices de l'entreprise, une formation continue... Pour les entreprises implantées à l'étranger, on peut imaginer une contribution à la formation des cadres autochtones ou à la création des entreprises locales.

#### *c. Sur le plan de l'environnement :*

La Société a pris conscience de l'impact croissant des activités humaines sur l'environnement. Il est désormais urgent et vital de faire émerger des pratiques économiques respectueuses de l'écosystème mondial et permettant un développement durable, moteur d'une croissance maîtrisée.

On peut distinguer trois principales pistes de réflexion destinées à responsabiliser nos pratiques économiques vis-à-vis de l'environnement : la purification des rejets et la réduction des nuisances ; l'optimisation des moyens de prévention ; une meilleure gestion des matières premières et une diminution des déchets.

### 4 Faire connaître et reconnaître l'éthique

L'une des caractéristiques de l'éthique est avant tout qu'elle se développe dans le cœur de chacun, en fonction de ses convictions et des enjeux qui lui semblent les plus importants. Certains mettront l'accent sur l'environnement, d'autre sur le social, tandis que d'autres engloberont l'ensemble de ces visions. C'est aussi en cela que l'éthique n'est pas une idéologie : elle est essentiellement protéiforme.

Toutefois, s'il s'agit de défendre une vision éthique au niveau mondial, cette multiplicité des définitions de l'éthique va poser problème au sens où il sera impossible de définir une position commune acceptable par tous les pays. Certaines orientations sont donc nécessaires pour parvenir à faire émerger un mouvement éthique au niveau mondial.

#### *a. Encourager la convergence des critères éthiques*

Actuellement, les critères qui font qu'une entreprise est considérée comme éthique sont différents en fonction des zones d'origine des entreprises, chacun considérant ses critères comme meilleurs ou plus réalistes.

A l'heure actuelle, de nombreuses agences et associations travaillent pour qu'en quelques années, ces critères parviennent à converger vers une charte commune. Pour faciliter le partage de ces critères, leur démarche pourrait être amendée grâce aux remarques de citoyens, de pays différents sur le plan économique ou politique, désireux de s'investir sur ce sujet. Enfin, nous pensons que l'Europe est la plus à même de prendre la tête de ce mouvement pour l'incarner et le promouvoir.

### *b. Adapter les critères éthiques aux pays en voie de développement*

Certains des critères éthiques actuels sont surtout adaptés aux entreprises des pays "riches"; en faire des conditions *sine qua non* reviendrait à interdire aux entreprises des pays en voie de développement l'accessibilité à l'éthique. En d'autres termes, raisonner dans l'absolu condamnerait les pays en voie de développement, et susciterait, chez eux, le rejet de toute notion éthique.

Cet obstacle, lié aux différences de développement entre pays, peut être levé en passant d'un concept statique à un concept dynamique quant à l'évolution du comportement éthique, c'est à dire passer de la mesure d'un niveau d'éthique à la mesure des progrès réalisés témoignant d'un "engagement" éthique. La force de cet engagement éthique pourrait être appréciée par des agences de notations éthiques légitimes aux yeux de tous, qui mesureraient périodiquement les résultats en valeurs absolues afin de pouvoir juger des progrès accomplis.

Il ne s'agit toutefois, là, que d'une possibilité. Là encore, les solutions pourraient provenir du même mode de travail que celui mis en avant pour la recherche d'un référentiel de critères commun.

### *c. Réfléchir à la création d'un label éthique*

Il est essentiel que les entreprises éthiques puissent être reconnues, à la fois par leurs clients (pour favoriser leur progression sur le marché), par leurs actionnaires (pour leur permettre un meilleur soutien financier), mais aussi par leurs concurrents (afin de les convaincre de s'engager eux aussi dans un développement éthique). Cette reconnaissance pourrait se concrétiser par un label, reconnu par des instances internationales.

## **B La participation des citoyens comme moteur du changement :**

L'Europe trouve l'une de ses valeurs les plus fondamentales dans la démocratie ; en ce sens, il serait vain de chercher à promouvoir une nouvelle forme de changement au niveau mondial sans y associer les citoyens. C'est surtout une exigence incontournable pour que les citoyens du monde entier acceptent de s'engager ; or on n'obtiendra rien sans l'engagement du plus grand nombre possible d'individus. En effet, l'enthousiasme que procure l'adhésion à une cause juste et digne peut donner naissance à une énergie illimitée, et c'est de ce cela que le monde a besoin.

### 1 L'importance de l'action citoyenne

La participation des citoyens à la vie de la Cité a été à l'origine d'un « élan démocratique » exceptionnel dans l'Athènes ancienne. Certes, certains diront que les esclaves ou les femmes ne participaient pas car ils n'étaient pas considérés comme des citoyens à part entière. Mais, nous étions cinq siècles avant Jésus Christ, l'esclavage n'a été aboli qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle et le vote des femmes est encore bien plus récent. Ce qui importe, c'est que pour l'époque, pour la première fois, on se rendait compte de la force de la loi et on mettait en évidence l'ardeur inhérente à une véritable démocratie. Il n'est pas pour nous question de calquer ce qui s'est fait cinq siècles avant Jésus Christ pour trouver la clé du changement d'un espace plus vaste et plus peuplé, celui de l'Europe. Il s'agit par contre de s'inspirer de la

vigueur des concepts de participation, vigueur démontrée bien plus récemment lorsque le Général de Gaulle, lui aussi à la recherche d'une profonde mutation, a fait appel aux « *forces vives issues des profondeurs de la Nation* ».

L'intervention des seuls Etats ne peut être suffisante ; par sa capacité à peser sur les instances de décision politique comme sur les entreprises, mais aussi et surtout au niveau individuel et quotidien, le citoyen est le maillon indispensable de la chaîne pour que celle-ci soit optimale : il pèse au niveau politique par le vote, et au niveau des entreprises, par les exigences en matière éthique.

Aujourd'hui, les citoyens, qui ont besoin de donner du sens à leur vie, s'engagent de plus en plus partout où la nécessité s'en fait sentir. D'une manière générale, on se rend compte que les qualités profondes de l'homme sont sous-utilisées. Nombreux sont ceux qui ne demandent qu'à participer. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la bonne volonté, l'enthousiasme et le courage que les catastrophes naturelles, écologiques ou liées à la violence humaine, sont capables de susciter.

Toutes ces actions, profondément humaines, ont été menées sans qu'aucune loi n'y oblige qui que ce soit, simplement parce que des hommes et des femmes se sont comportés en citoyens responsables de l'intérêt de leurs semblables, et notamment de celui des générations à venir.

On peut considérer qu'il existe trois grands leviers qui permettent de peser sur le comportement des entreprises : les clients, les dirigeants et les actionnaires, auxquels il faut ajouter les syndicats ; mais au final, ils peuvent se réduire à un seul : l'engagement citoyen. D'une manière générale, les citoyens sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans la promotion de valeurs morales, telles que la responsabilité et la solidarité. En ce sens, la formation des citoyens aux mécanismes économiques de base est donc un levier essentiel du changement.

## 2 Les différents niveaux d'action du citoyen

### *a. Le client*

En adoptant un comportement de citoyen, le client incitera, à travers ses choix, les dirigeants à orienter leur production sur des modes éthiques, et les actionnaires à diriger au moins une partie de leurs investissements vers des entreprises réellement respectueuses de leurs employés, de l'environnement, de leur fournisseurs.

En outre, le client-citoyen permettra à l'employé d'être, lui aussi, considéré comme un citoyen au sein de son entreprise, sachant que le client est lui-même employé.

### *b. Le dirigeant*

Le dirigeant a un pouvoir considérable de "modelage" de l'entreprise dont il a la responsabilité. Bien entendu, ce pouvoir dépend bien sûr de ses marges de manœuvre, lesquelles sont plus fortes s'il est patron propriétaire (le cas général des PME) et beaucoup moins s'il est, en fait, un simple salarié. Mais il a de toute manière une influence importante sur la personification de la communication de son entreprise : il a un devoir d'exemplarité. Cette exemplarité s'étend aussi, pour des raisons de crédibilité évidente, aux fournisseurs et sous-traitants.

Enfin, la capacité d'un dirigeant à utiliser les mêmes informations pour communiquer de manière cohérente à ses actionnaires, à ses salariés et aux médias est à nos yeux une des clefs d'un management éthique. Plus profondément, l'exigence éthique pousse à adopter une communication externe et interne transparente, et à faire de ce choix un atout majeur.

### *c. L'actionnaire*

Les actionnaires ont un rôle évidemment déterminant dans la conduite de l'entreprise : ils choisissent le dirigeant et doivent veiller à ce que ses choix soient conformes à leurs intérêts. Or, de

nombreux actionnaires font peser sur le dirigeant des exigences excessives de résultat financier à court terme en semblant oublier les autres “parties prenantes” (notamment les salariés et les fournisseurs) et le long terme. Trop souvent, les fusions-acquisitions, les plans sociaux, les restructurations semblent issus davantage de ce type d’approche que d’une véritable politique industrielle. La financiarisation de l’entreprise est aujourd’hui devenue excessive.

Les actionnaires sont aussi des citoyens. Il est important qu’ils prennent conscience des conséquences de leur pression, puis qu’ils fassent évoluer leur attitude vers une prise en compte de la durée et des hommes, qui font *in fine* la vraie valeur de l’entreprise. De ce point de vue, le contrat (moral ou écrit) entre les actionnaires et le dirigeant devrait comprendre une clause “sociale et environnementale” et ne pas se réduire à la seule question des résultats financiers à court terme. L’idéal serait de tendre vers l’attribution d’un bonus fonction de la notation globale de l’entreprise sur les trois volets que sont le social, l’environnemental et l’économique.

Il importe également de contrôler la toute-puissance des analystes financiers qui sanctionnent les entreprises sur leurs seuls résultats à très court terme (de l’ordre du trimestre). Cette attitude est un fléau pour les entreprises cotées et génère plans sociaux et pressions inhumaines sur les collaborateurs. L’enjeu est aussi de sortir d’une vision “casino” de l’activité boursière qui est devenue dominante, et de rappeler que la détention d’actions est un investissement de long terme.

#### d. *Le rôle citoyen des syndicats*

Les organisations syndicales vivent aujourd’hui une mutation difficile et leur représentativité est mise en cause. Néanmoins, tant pour la direction de l’entreprise que pour le personnel, il reste essentiel que le personnel soit représenté par des personnes qui peuvent s’exprimer de manière critique sans risquer d’être licenciées, en ayant accès à l’information et à des moyens d’investigation.

Les organisations syndicales ont une responsabilité première dans le développement de rapports humains au sein de l’entreprise et un rôle toujours important dans la défense négociée des intérêts des salariés au sein de l’entreprise. Ils ont aussi un rôle de compréhension et d’explication des mécanismes économiques de base et des réalités de l’entreprise. Mais une partie importante de leur activité pourrait être, à l’intérieur de l’entreprise, de veiller au respect de l’éthique managériale et au mode de management. Elles pourraient être une sorte de référent civique. Toutefois, il est nécessaire que certains progressent sur leur vision de l’entreprise : des syndicats restant attachés à une vision conflictuelle des rapports sociaux, ce sont la méfiance et le rapport de force qui règnent. Or, l’éthique a pour clef la confiance mutuelle. Une fois encore, il s’agit d’appeler les acteurs à leurs responsabilités de citoyens.

### **III L'EUROPE DOIT ETRE UNE PUISSANCE POLITIQUE :**

L'Europe, pour assumer le destin qu'elle se donne, devra afficher clairement son objectif politique. Pour le réussir, elle devra avant tout être unie. Mais pour se hisser au premier plan, il lui faudra non seulement une dynamique économique et sociale, non seulement une Défense commune, mais surtout il lui faudra devenir une exceptionnelle puissance culturelle, en mesure de défendre ses valeurs aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Pour cela, l'Europe devra préserver la richesse de sa complexité car c'est elle qui lui donnera les clefs de son succès ; il s'agit donc de protéger cette diversité contre les forces qui, sous des dehors logiques ou pertinents, veulent faire disparaître tout ce qui, en Europe, vient à différer d'un modèle théorique. L'objectif du projet européen doit être clairement défini, s'appuyer sur les valeurs fondatrices de notre civilisation, et correspondre à une aspiration profonde des peuples : aider à assurer le bien être de l'Homme.

#### **A Le projet doit être porté par une Europe unie :**

Originellement, l'Union Européenne se voulait porteuse de paix, et face au souvenir de l'instrumentalisation du nationalisme, c'est en opposition aux nations qu'elle s'est construite. Mais il lui manque maintenant une âme ; malgré un drapeau et un hymne, les citoyens d'Europe ne se sentent pas citoyens européens. De fait, la lutte contre le sentiment national a plus contribué au nihilisme et au communautarisme qu'il n'a favorisé une appartenance européenne.

S'il semble nécessaire que le pouvoir des régions aille en augmentant dans la mesure où elles peuvent être des partenaires efficaces des citoyens notamment en raison de leur grande proximité, cela ne doit en aucun cas se faire sans un maintien de la prépondérance de l'Etat, en particulier pour préserver l'égalité devant les services publics et pour des raisons de péréquation.

Nous sommes convaincus que l'Europe n'est possible que si elle se construit sur les nations, et non en opposition avec elles, pour ne pas heurter les sentiments nationaux ou faire émerger une structure supranationale coupée des citoyens. Or, c'est par la base qu'il faut relancer l'Europe, notamment par la culture du sentiment d'appartenance à un même ensemble.

Dans cet état d'esprit, la définition d'une identité européenne ne peut se faire qu'à travers et par le partage non seulement d'une même civilisation, d'intérêts réciproques et de convergences politiques portant sur l'essentiel, mais surtout de mêmes valeurs.

#### **B La Défense doit être proportionnelle à l'ambition du projet :**

Si l'on fixe comme objectif politique au projet européen, un objectif aussi ambitieux que « aider à assurer le bien-être de l'Homme », il va de soi que l'Europe va devoir se doter d'une Défense proportionnelle à l'ambition du projet.

Ce projet européen, d'autant plus facile à partager qu'il s'appuie sur les valeurs fondatrices de l'Europe, permettra d'esquisser les grandes lignes d'une politique extérieure commune, laquelle facilitera l'élaboration d'une véritable Défense commune, tout aussi apte à promouvoir le projet européen qu'à assurer la Défense de l'Europe.

Dans un monde dominé par les rapports de force, l'Union Européenne ne peut jouer un rôle de leader et promouvoir son projet que si elle est en mesure d'assurer la défense de ses intérêts.

##### 1 Des menaces insidieuses

L'évolution que connaît notre monde, avec la globalisation des échanges, le développement des techniques d'information et de communication, rend les collectivités humaines plus vulnérables que

naguère en leur enlevant certaines formes de protection et en les exposant à des menaces de plus en plus insidieuses et dangereuses. Le rang international de l'Union européenne peut se trouver menacé dans ces différents modes d'action, par des lobbies économiques (pouvant porter sur des ressources stratégiques), des pressions financières déstabilisatrices, par des décrochages d'ordre technologique notamment plaçant nos pays dans des situations d'infériorité et de dépendance, par des propagandes idéologiques sapant la cohésion des populations et leur aptitude à réagir face aux difficultés.

## 2 Une Défense autonome

L'Europe doit disposer du pendant d'une formidable ambition politique, à savoir une défense autonome. Tous les pays qui penseront pouvoir dynamiser l'Europe sans participer à la mise en place de cette défense autonome maintiendront l'Europe inféodée aux conceptions des grands de ce monde. En ce sens, les pays qui refusent de participer à l'élaboration de la défense européenne pour diminuer l'importance de leur effort budgétaire, condamnent tout projet européen ambitieux. En outre, la réalisation d'une défense européenne, quelle qu'elle soit, ne supprimera pas la nécessité de défenses nationales qui auront toujours à prendre en compte les besoins de sécurité particuliers à chacun des Etats. Une articulation entre défense européenne et défenses nationales devra alors être trouvée, assurant une judicieuse complémentarité des rôles et des moyens de façon à couvrir l'ensemble des besoins, au meilleur coût.

Le niveau de puissance requis doit permettre à l'Union européenne de répondre à trois impératifs :

- dissuader tout agresseur potentiel de s'en prendre à l'Europe ou à l'un des pays membres ;
- jouer un rôle déterminant dans toute situation mettant gravement en cause les intérêts de l'Europe ou de l'un de ses pays ;
- participer au règlement des crises internationales à un niveau assurant à l'Union un rôle effectif dans le choix des objectifs et des modes d'action.

La Défense européenne doit disposer de deux composantes effectives :

- Les missions de maintien et de rétablissement de la paix (ou missions de Petersberg) : Elles correspondent principalement à l'intervention de la communauté internationale en des lieux où la paix se trouve menacée ou transgressée. Elles s'appuient sur un accord passé entre les quinze pays alors membres portant sur la constitution d'une capacité de projection de 50 à 60000 hommes avec les capacités de combats navals et aériens correspondantes. L'efficacité de ce corps de projection pourrait être optimisée par l'engagement, définitivement acquis, des 14 contingents de nationalités différentes.

- La Défense collective ou Défense commune :

C'est à travers la Défense commune que les pays concernés s'engagent à une assistance militaire mutuelle face à une agression s'exerçant sur l'un ou plusieurs d'entre eux. Cela était clairement énoncé dans le traité de Maastricht en 1992 puisqu'il parlait alors de « la définition à terme d'une défense commune ». L'Europe, si elle veut assurer la promotion de son ambition politique, devra disposer d'une capacité de défense collective la plaçant au rang de partenaire majeur de la puissance américaine, avec des forces de moindre volume mais de niveau technologique comparable.

## **C Le projet doit s'appuyer sur une dynamique à la fois économique et sociale**

Il n'est pas possible de déconnecter la qualité d'un système économique des conditions sociales qui y ont cours. C'est parce que l'Europe a très tôt compris l'importance d'un système de protection sociale efficace qu'elle a su assurer à son économie à la fois l'efficacité et l'humanité. Il est donc nécessaire de poursuivre dans cette voie, de défendre la qualité de ce système et de l'étendre à l'ensemble des pays adhérents à l'Union.

Or, cette défense est aujourd'hui fragilisée par la structure de la fiscalité des entreprises. En effet, à l'heure actuelle, le travail est handicapé par le poids des charges sociales, ce qui conduit souvent à des délocalisations ou au recours aux machines ; en outre, cela abaisse le coût des importations, tout en augmentant le prix de nos exportations. Et la perte de dynamique économique qui en résulte vient se répercuter sur notre système de protection sociale.

Par ailleurs, au niveau européen, la perspective de croissance repose en grande partie sur la proximité géographique des nouveaux membres et sur le faible coût de main d'œuvre. Mais la compétitivité croissante de puissances émergentes risque d'interférer avec les atouts attendus par ces pays de leur entrée dans l'Union, au point d'hypothéquer leur croissance<sup>10</sup>.

Il est donc urgent de mettre en œuvre des moyens, non protectionnistes, mais susceptibles de limiter l'impact de la concurrence de certaines puissances émergentes si l'on veut permettre à l'UE de se construire et de réussir sur le plan économique et social.

Pour répondre à l'ensemble de ces problématiques, il est une solution à la fois simple et prometteuse : la TVA sociale. Il s'agit de substituer aux charges sociales payées par les entreprises, une taxe sur la valeur ajoutée à finalité sociale<sup>11</sup>. Cette taxe, ne s'appliquant pas aux exportations, les faciliterait ; et s'appliquant aux importations, permettrait aux produits importés, et notamment à ceux issus des délocalisations, de contribuer à financer les charges sociales et en particulier le coût du chômage.

Ainsi, cette TVA sociale permettrait, de développer le système social, de rendre le travail plus compétitif en en diminuant le coût - ralentissant ainsi le remplacement de l'homme par la machine -, de faire baisser le prix des produits exportés, de faire participer les producteurs étrangers au financement de notre système de protection sociale.

Il faut noter que la législation européenne autorise sans contrainte la mise en place de ce type de fiscalité. Elle existe d'ailleurs déjà, sous une forme proche, au Danemark. L'Europe donnerait là un signal fort à la mise en oeuvre d'un système social digne de ce nom.

Ne pourrait-on pas aller jusqu'à imaginer que le taux de « TVA sociale » varie en fonction du degré d'engagement éthique des entreprises des pays concernés ? ; le degré d'engagement éthique étant évalué par des agences indépendantes.

En quelques sortes, les pays dont les arguments inciteraient leurs entreprises à s'engager dans une démarche éthique, se verraient appliquer un taux de « TVA sociale » moindre. Le coût pour les entreprises de l'engagement éthique serait compensé par un coût plus modique de « TVA sociale ». Cela permettrait une extension de l'éthique tout en rendant les délocalisations plus équitables.

Il convient à ce moment de faire deux remarques :

Etant donné les progrès de la médecine, les populations peuvent bénéficier de plus en plus longtemps de soins dont le coût est croissant. Le coût des mesures sociales va donc continuer de progresser.

Lorsque l'on parle du coût des mesures sociales inhérentes à l'activité de soins, il ne faut pas oublier que celle-ci est aussi à l'origine d'une activité économique. En une phrase, le scanner n'est pas qu'un appareil qui permet de détecter des lésions et dont le fonctionnement a un coût. C'est une machine qu'il a fallu construire, ce qui a créé de la richesse et de l'emploi.

## **D Les valeurs fondatrices du projet doivent être entretenues et diffusées :**

L'Europe, pour parvenir à incarner un nouvel élan, ne peut pas se contenter d'inscrire ses valeurs au cœur de ses institutions. Il lui faut vivre par elles. Or, la vitalité de toute culture, de toute civilisation repose sur sa capacité à se proroger, à diffuser ; parce que le travail d'acculturation recommence à chaque génération, et parce qu'aucun pays n'existe isolément, les valeurs d'une culture ne peuvent subsister sans un système adéquat destiné à permettre leur diffusion et à assurer leur pérennité. Cet aspect est essentiel pour l'Europe, et pour plusieurs raisons. La première est que l'Europe en tant qu'Union Européenne est encore extrêmement récente, et qu'étendre des valeurs communes à 25 pays pour faire exister un sentiment d'appartenance demande un véritable courage politique à long terme et les institutions nécessaires. Ensuite, les valeurs qu'il appartient à l'Europe de porter sont encore fragiles et soumises au feu d'autres visions du monde. Il est donc d'autant plus important pour l'Europe d'assurer la défense de sa civilisation.

---

<sup>10</sup> Un schéma identique s'est d'ailleurs produit aux dépens du Mexique, malgré sa proximité avec les Etats-Unis

<sup>11</sup> Il faut insister sur le fait que, en raison de son caractère substitutif, les prix de vente sur le marché intérieur seraient globalement inchangés

## 1 L'importance de l'enseignement

Un système éducatif véritable doit accomplir deux tâches : contribuer à l'éducation proprement dite, et donner les savoirs nécessaires à la vie en société. Mais il contribue surtout à faire de chaque enfant qui lui est confié un citoyen responsable, ce qui signifie à la fois l'amener à réfléchir par lui-même en lui donnant accès aux savoirs que l'Histoire nous a légués et lui transmettre les valeurs qui sont au fondement de notre civilisation.

### a. *La formation de citoyens*

C'est un point essentiel de la fonction scolaire, bien qu'elle soit systématiquement minorée au profit de la seule diffusion des savoirs ; pourtant, parce qu'elle est la première institution sociale dans laquelle les enfants soient introduits, l'école a un rôle éminent dans leur formation civique. Cette formation prend d'ailleurs plusieurs formes, puisqu'il s'agit autant de leur apprendre à apprendre puis apprendre à réfléchir, mais aussi apprendre à exister en société, c'est-à-dire à intégrer un groupe, et au final intégrer une culture et une nation.

#### 1) De l'apprentissage à la réflexion.

L'enseignement qui prend les enfants à l'origine encore incapables de penser par eux-mêmes et les lâchera devenus citoyens responsables, est avant tout une formation, un entraînement, un développement de toutes les qualités et les possibilités de l'Homme. Le résultat d'un calcul, telle information historique, telle citation ne valent que par un développement de l'esprit critique, de l'attention et du raisonnement. Le contact prolongé et approfondi avec la grande culture que l'Ecole peut procurer est la dernière et plus haute marche qui donne aux esprits les moyens de la liberté intellectuelle. En effet, elle est un immense trésor d'expériences, d'idées, de témoignages, de réflexions que l'esprit humain a produit au cours des siècles et dont nous ne devons pas nous détourner, que nous ne devons pas rejeter, car la vérité est difficile à atteindre, même et surtout lorsqu'elle est simple. Il y a dans ce que les anciens nous ont légué d'innombrables vérités qu'il a fallu des siècles pour mettre au jour et que, si nous dédaignons la culture qui leur donne accès, notre vie entière ne suffirait pas à retrouver.

Au delà du savoir, ce qui est en jeu n'est rien moins que la liberté future des jeunes générations, non pas la liberté politique ni la liberté d'expression mais une liberté encore plus fondamentale qui est la liberté de pouvoir penser par soi-même. Ne plus enseigner correctement la langue et ne plus nourrir les esprits par la fréquentation des grands auteurs du passé est pire que la censure : c'est empêcher la formation même de la pensée, c'est refuser aux jeunes générations les moyens de la liberté intellectuelle, de la liberté de l'esprit.

#### 2) Un enseignement moral et civique

L'enseignement comprend nécessairement une formation morale, une formation civique, parallèlement à celle que peuvent donner les parents. Il ne s'agit pas tant ici des enseignements particuliers que l'on a créés et que l'on a appelés l'enseignement civique, qui traitent essentiellement de textes et d'institutions. La connaissance positive de la loi n'est pas un mal, certes, mais ne saurait suffire à ce que chacun applique cette dernière quotidiennement, et surtout intelligemment. C'est d'abord par l'atmosphère même de la vie scolaire que l'enfant doit apprendre à respecter autrui, à faire partie d'un groupe qui n'est pas sa famille mais dont il est un membre, un groupe qui comporte ses obligations, ses règles et ses solidarités. Peu à peu, il doit acquérir le sens de cette solidarité et se sentir progressivement responsable du groupe que constitue la classe. Et cet apprentissage se fait sans même que l'on ne s'en aperçoive, à condition que soient respectées les règles qui sont l'armature secrète du groupe. Soulignons le fait que tout individu doit comprendre et admettre que ses droits sont une servitude pour d'autres, et qu'il faut se fixer soi-même des limites que la loi ne peut pas toujours prévoir. Les devoirs sont en fait

primordiaux par rapport aux droits proprement dits, car ce sont les conditions indispensables à l'exercice desdits droits. Le civisme n'est pas tant une obéissance (sans contrainte apparente) aux règles de la vie en commun que l'intime compréhension de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

Mais, plus encore que l'insertion dans cette petite société, où l'on apprend ainsi à vivre, il y a les leçons des textes. Tous les textes classiques exaltent les vertus et un modèle d'idéal dans la Cité. L'idéal peut varier avec les époques d'un texte à l'autre, mais il s'affirme obstinément. Cela est resté comme un idéal et un encouragement dans ce monde du XXI<sup>ème</sup> siècle. C'est bien le signe que ces modèles demeurent avec nous et en nous et que, aujourd'hui encore, ils nous communiquent l'idéal qui nous pousse à bien agir dans la Cité.

### *b. L'insertion dans la Nation*

La culture est une des choses qui font la différence entre l'homme et l'animal ou la machine. Mais c'est aussi une des principales composantes de l'identité d'une nation. Elle se manifeste dans des coutumes, des pratiques de tous les jours (la cuisine, l'habillement, etc...), des références littéraires, historiques, artistiques, morales (religieuses en particulier) aussi. Il faut bien constater que ce mot a été considérablement affaibli par les effets de mode qui font passer pour "culture" ou "phénomène de société" des productions de l'industrie des médias, qui n'ont pour but que de pousser à la consommation de produits dérivés. Les jeunes en sont malheureusement la cible privilégiée. C'est pour pallier cette influence qu'il appartient à l'école d'ouvrir à la culture, de susciter la curiosité qui permet d'apprendre un peu plus sur soi-même, sur son pays, et aussi sur les autres pays. Les spécificités régionales ne sont pas à oublier, mais sans leur donner pour autant de primauté par rapport à ce qui caractérise notre nation. Le problème des populations immigrées n'est surtout pas à négliger : il faut les traiter en tenant compte de leurs spécificités, et en respectant leur "différence", mais avant tout pour leur donner le nécessaire qui leur permet d'appartenir pleinement à la Nation.

Ces recommandations sont valables pour chaque pays d'Europe, mais il faut aussi prendre en compte tout ce qui vient lier ces pays entre eux, et ce qui peut contribuer à faire émerger partout un sentiment d'appartenance à l'entité européenne. L'Europe est une civilisation avant que d'être géographique. Et une civilisation se définit par des valeurs. Il se trouve que presque toutes les valeurs dont se réclame l'Europe actuelle ont été exprimées pour la première fois et défendues dans le monde gréco-latin, et en premier lieu, la démocratie et la tolérance. Le latin et le grec n'ont pas cessé de jouer un rôle depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours dans les divers pays qui constituent l'Europe : cette diffusion a commencé en Grèce, puis est passée à Rome, et dans tout l'Empire romain ; elle s'est poursuivie par l'usage du latin dans l'Eglise catholique, du grec dans l'Eglise orthodoxe ; elle a pris un nouvel essor à la Renaissance. Cette influence s'est marquée partout : dans beaucoup de nos langues, et même, par des emprunts, dans celles qui avaient d'autres origines ; dans beaucoup d'œuvres littéraires, musicales, artistiques ; et dans toutes les idées que ces textes transmettaient, directement ou indirectement. Il n'est pas jusqu'à l'enseignement qui, dans les divers pays, n'ait eu, à cet égard, des éléments communs.

Cette tradition se recommande à nous, non pas seulement parce qu'elle appartient à un patrimoine qu'il convient de préserver, mais parce que ce patrimoine, et lui seul, appartient en commun à nos divers pays et, de la sorte, contribue à les lier entre eux.

## 2 Le projet doit être exporté :

Si l'on veut que le projet européen réussisse, il faut qu'il rayonne au niveau planétaire. Pour cela, il convient tout d'abord qu'il soit largement partagé par les différents pays membres de la Communauté européenne.

C'est parce qu'ils seront convaincus de sa nécessité pour eux, pour les générations à venir, pour le bien-être de l'Homme - où qu'il se situe - que les citoyens des différents pays oeuvreront à sa diffusion. La Communauté européenne dispose justement d'atouts uniques qui peuvent lui permettre d'assurer la diffusion de ces valeurs. L'Europe est la seule puissance mondiale à disposer de territoires sur tous les continents et dans tous les océans. Leur liste en est d'autant plus impressionnante qu'ils couvrent parfois

des territoires rares et précieux (bases antarctiques, forêt amazonienne, îles à la faune et la flore endémique...). Par cette universalité, l'Europe est la mieux placée pour appréhender les points de vues et intérêts de tous ces peuples qu'elle englobe et de ceux qui en sont proches. Plus encore, si tous ces territoires ne sont pas habités, les intérêts qu'ils recouvrent attirent l'attention de l'Europe sur toutes les populations alentours concernées par les mêmes problèmes.

La présence européenne dans le monde entier lui permet aussi, grâce à ses bases, une présence militaire sur les « points chauds » du globe, que ce soit lors d'une crise internationale ou d'une catastrophe naturelle. Les bases scientifiques, les zones économiques de pêche, sont elles-aussi, des relais possibles.

L'Europe dispose aussi par ses liens anciens, qu'ils soient culturels ou linguistiques, d'un accès privilégié à tous les pays de la Francophonie, du Commonwealth, d'Amérique du Sud, ou du Pacifique.

Enfin, la diaspora européenne, implantée sur l'ensemble de la planète, pourra utilement être mise à contribution.

La richesse unique de cette diversité est un vecteur irremplaçable de diffusion du projet européen.

Ainsi, le projet européen entrera forcément en résonance avec des groupes de personnes sensibles à leur bien-être et à celui des générations futures. Ceux-ci le relayeront et permettront alors à un nouveau mode de vie de s'installer progressivement.

## Conclusion

Aujourd'hui, les populations européennes ne perçoivent pas très bien la raison de poursuivre plus avant une construction de plus en plus complexe et de plus en plus éloigné de l'idéal qui l'avait initié. Pire, les institutions de l'Union sont prises pour cible en raison des difficultés, en particulier économiques, que rencontrent les pays qui composent l'Europe. L'extrême densité des règlements européens, l'étouffement de certaines spécificités nationales, l'absence de visibilité démocratique de l'Union et les promesses d'élargissement injustifiées, sont venus noyer l'enthousiasme du départ. L'incapacité des politiques à justifier les évolutions institutionnelles ou l'adhésion de nouveaux pays autrement que par la nécessité de poursuivre un processus démontre l'absence de vision et la perte de l'élan européen.

Pourtant, l'union des pays européens reste incontournable pour assurer leur pérennité économique face aux géants que sont la Chine, l'Inde, le Brésil et bien entendu les Etats-Unis d'Amérique. C'est aussi l'union qui leur permettra de peser sur la destinée du monde. Ce n'est pas l'utilité de l'Europe qui est remise en cause, mais les raisons qui la motive. Il faut parvenir à transformer une adhésion réticente et passive en faveur de l'Europe en une volonté forte et active, et ce n'est possible qu'en substituant une vision d'avenir à l'actuelle logique bureaucratique.

Nous sommes persuadés que ce qui manque à l'Europe, c'est un véritable projet de civilisation, capable de changer le monde en fédérant et mobilisant tous les hommes de bonne volonté autour d'un idéal d'humanisme.

